



Le 18 avril 2017, Didier Guénin

En France 21 personnes ont amassé autant de fortune que 25 millions de Français ; à l'échelle mondiale cette tendance ne cesse de s'accroître.

Au-delà de la puissance symbolique de ces chiffres, quelle est la réalité économique et sociale ? La classe moyenne éprouve un fort sentiment de déclassement quand l'ascenseur social se grippe. Tandis qu'une high-class affiche dans les médias sa capacité à dépenser sans compter, que le luxe se porte bien et devrait continuer de bien se porter dans les années à venir, une part de plus en plus grande de la population vit chichement.

Altermonde se plonge dans les chiffres des inégalités.

Toutes les données socio-économiques confirment une réalité : les inégalités sociales et économiques se creusent. Va-t-on vers une société à deux vitesses ?

Entre 1980 et 2016 un tiers de la croissance mondiale a été capté par les seuls 1% les plus riches de la planète .

En France, sur les trente dernières années, de 1983 à 2013, le revenu des 1% des plus riches a augmenté de 98% quand celui de 90% de la population a baissé légèrement !

L'argent créé de la richesse quand elle circule, permet la création de biens et de services pour tous, non pas quand elle est thésaurisée au profit de quelques uns. La théorie du ruissellement qui voudrait que quelques locomotives tirent le train est totalement erronée et sert à justifier la main mise de quelques uns sur tous.

Une société a besoin de partage des richesses, de répartition et de redistribution pour conserver son dynamisme et sa cohérence.

Quelques chiffres alarmants sur le creusement des inégalités sociales et économiques

Notre société est de plus en plus une société à deux vitesses. En France 21 personnes ont amassé autant de fortune que 25 millions de Français ; à l'échelle mondiale cette tendance ne cesse de s'accroître : il y a 6 ans 388 personnes détenaient autant de fortune que 40 % de la population, il y a 2 ans elles étaient 62, et aujourd'hui seulement 8 ! Le mouvement dans lequel est engagé notre société est mortel.

Entre 1980 et 2016 un tiers de la croissance mondiale a été capté par les seuls 1% les plus riches de la planète. Il en résulte que les 10% d'européens les plus riches détiennent 37% de la fortune. Ce chiffre monte à 47% pour l'Amérique du Nord, voire 55% en Inde. Pendant ce temps, la part des richesses de la moitié de la population a baissé de 2 points en Europe descendant à 21%, et de 12 points aux États-Unis tombant à 13%.

En France, sur les trente dernières années, de 1983 à 2013, le revenu des 1% des plus riches a augmenté de 98% quand celui de 90% de la population a baissé légèrement !



Altermonde a pour projet d'inventer un nouveau monde, équitable, solidaire ; de promouvoir, par une logique de don dans l'espace et dans le temps, une politique de répartition de la richesse, dans le respect de la justice sociale, qui pèse chaque décision à l'aune de ses implications globales, locales et durables – plutôt qu'à ses seules conséquences immédiates - ; de favoriser son émergence.

Altermonde vise un quadruple objectif : exprimer l'insatisfaction face à l'organisation actuelle du monde et poser le constat de l'impasse dans laquelle la société est engagée, énoncer les principes fondateurs d'une socialité renouvelée, être l'espace de partage de la réflexion sur ces questions essentielles dans un esprit d'écoute et d'envie de travailler ensemble, être le lieu où s'élaborent des actions et des expérimentations qui vont dans le sens d'engendrer ou de favoriser l'émergence de cet autre monde.

Altermonde a pour vocation d'analyser pourquoi le productivisme conduit à une aporie, d'imaginer les voies et moyens de la dépasser, de proposer et d'initier des expérimentations de nouveaux modèles, de déployer des campagnes d'information ou de mobilisation sur des thématiques en rapport avec ses ambitions.

Une société à deux vitesses ou une société dynamique et redistributive ?

L'argent créé de la richesse quand elle circule, permet la création de biens et de services pour tous, non pas quand elle est thésaurisée au profit de quelques uns.

Une société où les inégalités vont en s'accroissant est une société vouée à sa perte : il ne peut y avoir pour quelques-uns des salaires toujours plus mirobolants, et pour les autres, sans cesse plus nombreux, des salaires et des retraites qui ne permettent pas de joindre les deux bouts, tandis que d'autres encore sont délaissés dans des voies qui les obligent à l'assistanat contre leur volonté. **Personne ne naît assisté mais le devient à force d'être rejeté par la société.**

Une société a besoin de partage des richesses, de répartition et de redistribution pour conserver son dynamisme et sa cohérence. Les sociétés les plus dynamiques sont celles où chacun a une chance de gagner.

Pour cela il faut un projet qui soutienne la liberté de chacun à créer et fasse tomber le mur des inégalités, avec pour finalité d'aider notre société et chacun à s'épanouir. Il doit reposer sur **la conviction que l'intérêt général n'est pas l'addition des intérêts particuliers** et encore moins celui des seuls puissants.

L'idée selon laquelle il convient de dissoudre les règles pour permettre à des premiers de tirer vers le haut l'ensemble de la cordée est une vision passéiste et erronée. Elle ne sert qu'à justifier toujours plus d'avantages pour quelques-uns au travers notamment d'une baisse drastique de leurs devoirs et impôts. Cela a été mis en œuvre sous l'ère Reagan et Thatcher avec les résultats que l'on connaît. **La dette des États a flambé. Celle aujourd'hui cumulée des États de l'OCDE correspond en volume aux dégrèvements additionnés accordés aux plus hauts revenus de ces pays.** Le patrimoine public des États s'est étiolé passant de 230% de la dette à 90% de celle-ci. En France et en Allemagne le patrimoine public net est juste positif. En Angleterre et aux USA il est négatif !

Tout au contraire la force d'une chaîne se mesure à celle de son maillon faible. Il importe de porter un projet innovant, participatif et collaboratif.

Notre société évolue. **Les solidarités familiales ou corporatistes tendent à se déliter.** L'individu se retrouve face à lui-même. On peut le regretter ou rêver de vouloir revenir sur le passé. Cela ne sert à rien. On n'arrête pas la course du monde, on l'infléchit. On invente sa destination.

Les évolutions sociétales et technologiques vont de pair. Le digital est un outil effrayant et formidable de la distance. Il peut diffracter notre société et l'éclater en monades repliées sur elles-mêmes. Il peut tout aussi bien créer des passerelles, créer des liens à distance, faire fructifier un réseau. Il peut aligner chacun dans une pensée unique « commercialo-je-m'en-foutiste-désabusée » Il peut tout autant favoriser l'expression de la pluralité des expériences, permettre de les partager, embarquer chacun dans la construction partagée de notre société et insuffler du dynamisme.

Il appartient aux citoyens et à leurs représentants de dire quel présent et quel futur ils veulent. Très clairement un projet efficace doit **créer les conditions d'émergence et de reconnaissance de la diversité.** Il doit encourager les coopérations. Il lui faut également inventer de nouvelles solidarités.

Il est un droit qui, bien qu'inscrit dans le préambule de la Constitution de 1946, mentionné dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, cité par les lois Quillot de 1982 et Mermaz en 1989, et instauré en 2007 comme droit opposable, reste grandement lettre morte si l'on se réfère au nombre de nos concitoyens sans abri. Certes le sujet est compliqué, mais une société en bonne santé se doit de répéter chaque année les cris d'indignation de l'abbé Pierre à l'hiver 54. Pour cela les pouvoirs publics doivent porter des engagements clairs et précis pour que **chacun ait un logement dans le respect de la dignité humaine.**

Lutter contre les inégalités passe bien sûr par **une fiscalité redistributive.** Cela suppose un projet fiscal universel afin que l'assiette d'imposition soit la plus exhaustive possible incluant les revenus, le patrimoine, la valeur ajoutée, les plus-values, les transactions financières.

A une époque où la robotique et l'informatique réduisent l'activité manœuvrière nous devons libérer la main d'œuvre des charges qui pénalisent l'emploi. Nous devons veiller à une progressivité suffisante de l'impôt pour garantir un niveau suffisant de redistribution. Enfin, nous devons renforcer le rôle incitatif de la panoplie fiscale pour assurer la prise en compte des contraintes environnementales dans les choix d'investissement.

